



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

LES CONTRATS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

Fiche transversale Encourager la participation citoyenne



Contrat de
Transition
Écologique

UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

En 1998, la Convention d'Aarhus a servi de signal fort en liant environnement et participation citoyenne au service d'une nouvelle « démocratie environnementale ». Aujourd'hui, les réflexions et expériences menées par de nombreux acteurs de la transition écologique et solidaire viennent la conforter. L'accès à l'information et la participation du public aux processus décisionnels sont en effet capitaux en matière d'environnement, et ont même valeur constitutionnelle via l'article 7 de la Charte de l'environnement.

La transition écologique et solidaire doit donc être une transition démocratique. L'échelon local est le terrain privilégié pour favoriser une mobilisation efficiente des citoyens. Impliquer ses citoyens permet ainsi d'atteindre deux objectifs d'une transition écologique réussie :

- **renforcer la cohésion territoriale et le sentiment d'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire**, en mobilisant, écoutant et faisant participer les habitants, puis en refondant la communauté locale autour d'un projet collectif ;
- **associer pour accélérer l'appropriation citoyenne des actions de transformation**, en donnant la parole dans la phase d'élaboration, dans la dynamique d'animation et en communiquant et sensibilisant tout au long de la vie d'un projet, afin d'aller vers plus d'inclusion citoyenne.

Le but de cette fiche n'est toutefois pas d'offrir une « recette miracle » pour réussir cette étape indispensable à la vie de votre territoire et de votre projet puisqu'il n'en existe pas. De nombreux guides méthodologiques peuvent cependant être mobilisés, mais le niveau de participation et le levier que vous choisirez n'appartiennent qu'à vous et aux caractéristiques de votre territoire et de votre projet (hors procédures

réglementaires, notamment celles requises par le Code de l'environnement).

La présente fiche doit vous être utile pour vous éclairer sur les diverses possibilités en termes de participation, de degré et de temporalité. Elle cherche à vous inspirer et vous laisser entrevoir les opportunités qu'elle peut vous offrir, comme celles du [Kit Etalab](#) ou du [Kit de la Fondation Nicolas Hulot](#).

DIVERS NIVEAUX ET LEVIERS PROGRESSIFS

Hors procédures réglementaires, avoir recours à la consultation du public permet de servir plusieurs intérêts. La participation des habitants leur permet d'exprimer leur opinion, vous offre l'opportunité d'être à l'écoute de leurs préoccupations pour mieux y répondre et affiner votre projet. Elle peut aussi avoir l'avantage de faire émerger des solutions que vous n'auriez pas envisagées.

Comme évoqué précédemment, avant toute forme de participation, il est nécessaire de rendre compréhensibles et appropriables les enjeux de la transition écologique et solidaire. La fiche sur la communication vous offrira quelques clefs pour maîtriser les canaux de communication et les divers objectifs auxquels ils répondent.

La consultation est un levier qui vous permet de prendre le pouls concernant vos projets et d'adapter les axes sur lesquels vous souhaitez travailler. Elle n'engage pas forcément une réponse des pouvoirs publics ni de prise en compte de ce qu'il en ressort, mais elle risque alors de peu favoriser l'appropriation de ces projets. Pour une mobilisation efficiente de vos concitoyens, un changement des méthodes de gouvernance s'avère indispensable. Aussi, vous devez passer

du stade de la simple consultation à la prise en compte des avis et discussions de fond avec vos citoyens. En prenant cette voie, vos projets seront donc issus d'une co-construction entre pouvoirs publics et citoyens (voire société civile au sens élargi).

Pour offrir un rôle aux citoyens dans la construction d'un futur désirable, les rendre actifs et responsables de l'avenir du territoire, de nombreux outils sont à votre disposition. Les appréhender vous permettra de faire le choix le plus adapté à votre projet. Plus qu'entamer un travail collaboratif, vous pouvez choisir de déléguer une partie de l'émergence de nouveaux projets en faisant confiance aux initiatives citoyennes. Par un canal prédéfini ou bien par une structure ad hoc, vous avez de nombreuses opportunités de favoriser des projets qui proviendraient d'initiatives ascendantes.

Pour consulter comme pour impliquer, vous pouvez organiser la participation des citoyens aussi bien en présentiel (réunir vos habitants lors de réunions publiques, mener des campagnes de porte à porte, etc) qu'en numérique ce qui offre l'avantage de maximiser le taux de participation (moins de contraintes horaires), de cadrer les réponses et de les exploiter plus facilement.

Une fois que votre projet a vu le jour et qu'il est opérationnel, votre action ne s'arrête cependant pas ici puisqu'elle doit impérativement être suivie et évaluée dans le temps. L'évaluation vous permet de vérifier l'efficacité d'un projet. Faire participer les citoyens à l'évaluation vous offre aussi la possibilité de croiser vos données à d'autres pour un retour plus qualitatif, de vous assurer que les solutions mises en place sont acceptées de tous et d'adapter au mieux votre action.



Si vous n'avez pas mobilisé vos citoyens dès l'élaboration de votre contrat de transition écologique (CTE), mener une évaluation sur celui-ci vous permettra de mesurer son niveau de visibilité sur votre territoire. Cette démarche pourrait également vous permettre d'amorcer votre processus d'inclusion citoyenne.

CIBLER DES PUBLICS DIFFÉRENTS

Deux catégories doivent pouvoir faire l'objet de démarches et de cibles particulières : le public scolaire et les entreprises de votre territoire.

La jeune génération est un acteur essentiel de la transition écologique : c'est elle qui nous pousse à agir dès maintenant. En prenant conscience de cela, l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) prend tout son sens et offre la possibilité pour le public scolaire de développer dès le plus jeune âge son éco-citoyenneté. Aussi, pour favoriser l'EEDD vous pouvez renforcer sa présence dans vos établissements scolaires, leur offrir des activités, infrastructures ou événements dédiés (scolaires ou périscolaires). Une autre piste peut être la création d'un conseil de jeunes à l'échelle du territoire.

Les entreprises font vivre votre territoire, les impliquer dans des projets locaux leur permet de renforcer leur responsabilité vis-à-vis de ce dernier. Mobiliser le tissu entrepreneurial peut être également une opportunité en termes de financement, de ressources, d'idées et d'ingénierie. Les "embarquer" dans le CTE est aussi le meilleur moyen d'obtenir leur engagement sur du long terme, de leur fournir un positionnement différenciant dans un univers très concurrentiel et un sentiment de fierté d'appartenance pour leurs salariés qui sont aussi souvent habitants du territoire.

Une instance permettant d'héberger les différentes sensibilités impliquées dans les actions du CTE peut prendre la forme d'un conseil citoyens ou conseil des parties prenantes du CTE. Vous pouvez également vous appuyer sur les [Conseils de développement](#) à cet effet.



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*